



« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

Le fil rouge

Édité par les militants du Nouveau Parti Anticapitaliste d'Airbus et sous-traitants

Après les régionales, le monde du travail doit reprendre l'initiative

Au lendemain du second tour des élections régionales, le constat est sans appel : le FN sort grand gagnant et l'ensemble des résultats marquent un approfondissement sans précédent de la crise politique et une droitisation de la société.

Le FN grand vainqueur

Certes le FN n'a pas gagné de régions mais sa progression en nombre de voix est historique. En obtenant plus de 6,8 millions de voix, venant en particulier des ouvriers, des employés mais désormais aussi des artisans et commerçants, catégories traditionnellement acquises à la droite, le FN est devenu incontournable. Malgré sa défaite à obtenir des régions, le FN gagne encore des voix entre le premier tour et le second tour, exception faite de l'Île-de-France. Le FN obtient 358 conseillers régionaux et sera dans tous les conseils régionaux, acquérant toujours plus de crédibilité.

La deuxième victoire du FN lors de ces élections est d'avoir une fois encore dicté les thématiques de la campagne à ses adversaires. En effet, à gauche comme à droite, le thème central de cette campagne a été les questions sécuritaires et l'immigration. C'est dans ce contexte que la droite, qui remporte 7 régions sur 13 dont 2 grâce au retrait du PS, a développé une ligne d'ultra-droitisation lui permettant, comme en Île-de-France, de gagner au second tour des voix qui s'étaient portées vers le FN au premier tour. Obsédé par la présidentielle de 2017, Sarkozy continuera donc de reprendre à son compte les thématiques du FN et bon nombre de ses propositions.

Où est la gauche ?

Alors que le PS a perdu toutes les élections depuis la présidentielle de 2012, il évite cette fois la catastrophe électorale en sauvant 5 régions sur 13. Mais une fois encore il s'agit d'un vote sans adhésion, tant sa crédibilité pour mener une véritable alternative est au niveau zéro. Le PS a d'ores et déjà fait le choix de continuer la même politique anti-sociale en faveur du patronat en l'accéléralant vers la droite, le tout sécuritaire.

Il a décidé qu'il n'y aurait aucun coup de pouce au SMIC et les nouvelles mesures qu'il annonce contre le chômage (développer la « formation », l'apprentissage ou les emplois de service) consistent à multiplier les emplois précaires. Oui, le PS a choisi de continuer sa politique qui depuis 2012 fait le terreau du FN.

Construire une nouvelle représentation politique

La leçon que nous devons tirer de ces élections, c'est qu'aujourd'hui aucun des grands partis qui alternent au gouvernement ne représente les classes populaires, les opprimés. Ils sont tous au service des classes possédantes. Comme rêve de l'être aussi le Front National dont la politique est encore plus brutalement anti-ouvrière.

Il est urgent que le monde du travail, la jeunesse, reprennent l'initiative pour lutter contre le patronat, les politiques d'austérité et les politiques racistes de ce gouvernement. À la sortie de ces élections, la première urgence est de créer un mouvement le plus large possible contre l'état d'urgence et les aventures guerrières, pour la défense des intérêts des travailleurs mais aussi de construire une véritable alternative pour un nouveau projet émancipateur, pour une transformation révolutionnaire de la société. Il y a urgence que les opprimés se fassent enfin entendre et que les démagogues du FN soient reconnus comme des ennemis des travailleurs et de la population.

Mercredi 16 décembre 2015



Comité Airbus et sous-traitants NPA 31

imprimé par nos soins / ne pas jeter sur la voie publique

Pour prendre contact : NPA 31, 9, rue Corneille, 31100 Toulouse / Facebook > NPA Haute-Garonne Info / filrouge31@club-internet.fr

Environ 170 travailleurs des usines Latécoère de Toulouse et Gimont viennent de faire 5 jours de grève, pour une augmentation des salaires de 50 € par mois pour tous. Une première depuis 1972.

La colère couvait depuis longtemps, mais elle a explosé quand les travailleurs, soumis au gel de leur salaire, ont appris que les premières décisions du nouveau Conseil d'Administration du groupe avaient été d'augmenter très fortement les « jetons de présence » des administrateurs (Gadonneix, le président, passant ainsi de 150 000 € à 200 000 € annuels) et de distribuer des actions gratuites aux membres de l'exécutif (d'une valeur d'environ 10 millions d'euros).

Quant aux travailleurs des sites français du groupe (environ 2 000), les administrateurs leur font l'aumône de 100 fois moins d'actions à se partager.

Par ailleurs, malgré la bonne santé de la filière aéronautique, les craintes sont grandes sur l'emploi, tant au Bureau d'Études qu'en Production (où le sous-investissement est patent et certaines machines obsolètes).

La direction a fait la sourde oreille, refusant de négocier sur les revendications des grévistes. Mais le Conseil d'Administration, qui se réunissait ce mardi 15 décembre, a dû écouter le message des grévistes, même s'il n'y a pas répondu.

La grève s'est certes arrêtée au cinquième jour, mais la direction est prévenue : si le résultat des NAO de janvier n'est pas à la hauteur des attentes, il y aura une deuxième manche, et elle y laissera des plumes !

Airbus hors la loi

Airbus Helicopters s'est fait épingler par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, pour des délais de paiement de ses fournisseurs beaucoup trop longs (supérieurs à 60 jours). Il écope de l'amende maximale, 375 000 €.

Ainsi, non content de réduire sans cesse les marges de ses fournisseurs, cette filiale d'Airbus Group leur crée des problèmes de trésorerie. Gageons qu'elle n'est pas la seule à faire ainsi de la cavalerie avec ses dettes. Dans la jungle capitaliste les gros écrasent les petits...

Airbus entreprise citoyenne ? Ethic and compliance ?

COP21 : c'est chaud pour notre environnement

Le gouvernement se flatte de l'accord déjà qualifié d'« historique » (par ses propres auteurs) auquel a abouti la COP21. Le texte fixe l'objectif de contenir le réchauffement climatique en deçà de 2 °C, et si possible 1,5 °C. Qui dit mieux ?

Seul problème : aucune mesure n'existe pour contraindre les États et encore moins encore les industriels à limiter les émissions de gaz à effet de serre. Chacun continuera à faire ce qui lui rapporte le plus.

Vote et tais-toi !

Comment prendre comme une « avancée » dans l'égalité entre les sexes le fait que cette année, pour la première fois, les femmes aient eu le droit de vote en Arabie Saoudite ? C'était uniquement pour les élections municipales. Et elles ne pouvaient y être candidates que si leur « tuteur » légal (mari, père, frère ou cousin) les y autorisait. Car les Saoudiennes sont sous tutelle pour tout ce qu'elles veulent faire, que ce soit voyager ou chercher du travail. Et elles n'ont même pas le droit de conduire une voiture.

Dans leur prétendue guerre contre l'obscurantisme de Daech, les puissances occidentales comme la France se sont alliées avec l'Arabie Saoudite. Et ça fait un peu tache pour nos « démocraties » d'être aux côtés d'une telle dictature.

Pile je gagne, face tu perds

Chez Smart, le chantage à l'emploi continue. La direction de l'usine de Hambach, en Lorraine, convoque individuellement les 800 travailleurs du site pour leur faire signer un avenant qui entérine le passage à la semaine de 39 heures payées 37 heures. Si elle n'obtient pas 75 % de « oui », l'entreprise, qui appartient au riche groupe Daimler-Mercedes (7,3 milliards d'euros de bénéfice net en 2014) menace de délocaliser.

À ce jeu-là, les travailleurs sont toujours perdants, surtout s'ils accordent un quelconque crédit aux promesses des patrons de maintenir l'emploi.

40 ans après la loi Veil, défendre le droit à l'IVG

Les opposants à l'IVG n'ont jamais désarmé : commandos violents dans des services pratiquant les avortements dans les années 90, plus récemment prières de rue démonstratives... Les intégristes de tous poils ont toujours contesté ce droit élémentaire auquel 40 % des femmes en France ont recours au cours de leur vie. Maréchal-Le Pen et Aliot veulent supprimer les subventions au Planning Familial. Et Marine Le Pen appelle à ne plus rembourser les « IVG de confort »...

Alors, certes, le Parlement a réaffirmé que l'IVG est un droit fondamental devant rester gratuit et a supprimé les 7 jours « de réflexion » jusque-là imposés aux femmes. Néanmoins les fermetures de lits ou de services où sont pratiqués des IVG, ainsi que le manque de médecins, rendent ce droit inaccessible à certaines femmes. Le CHU de Toulouse est loin d'être épargné ! La restructuration de la gynécologie de Purpan va avoir pour conséquences une forte dégradation de la prise en charge des patientes et un allongement des délais.

Un collectif réunissant une vingtaine d'organisations s'est mis en place. Des centaines de personnes ont déjà participé aux rassemblements des 3 et 16 décembre.

La lutte pour le droit à l'IVG est plus que jamais d'actualité.